

Travailleurs, travailleuses, faisons entendre notre voix par nos luttes

Les tambouilles d'entre-deux tours des municipales battent leur plein. Mais leurs enjeux n'ont rien à voir avec les angoisses du monde du travail et de la jeunesse, salaires, emplois, logements, prix à la pompe, ni avec notre avenir dans un monde ravagé par les guerres.

C'est l'abstention qui est sortie gagnante dimanche. Les secteurs les plus ouvriers ont le moins voté, dégoûtés par des politiques qui, de droite comme de gauche, n'ont fait que porter des coups au monde du travail. À cette abstention populaire s'ajoutent les cinq millions de travailleurs et de travailleuses étrangers qui n'ont pas le droit vote bien qu'ils vivent, travaillent et payent des impôts ici. Ces élections, comme toutes, offrent une image déformée de l'opinion, où les travailleurs sont sous-représentés.

Le bloc du centre, du PS de Hollande aux LR de Wauquiez en passant par les macronistes, a subi un recul. Quoi de plus normal ? Par le nouveau budget, ils viennent de voter la suppression de 20 000 emplois dans l'hôpital public, des coupes dans l'éducation nationale, la culture et les transports... Au nom d'une « austérité » à deux vitesses puisque l'armée et ses fournisseurs comme Dassault voient leur budget augmenter de plus de 7 % et que les grands groupes continuent à être arrosés d'argent public.

Ces politiciens qui nous font subir toutes ces attaques se disent impuissants à bloquer le prix de l'essence alors que Total profite de la guerre de Trump contre l'Iran en faisant les poches de ceux qui prennent leur voiture pour se rendre au travail ! Les mêmes se disent inquiets de la montée du RN ? Mais quelle est la différence entre Bardella, Retailleau ou Darmanin ? Ils partagent la politique pro-patronale et les attaques racistes, qui visent à diviser le monde du travail pour mieux l'exploiter.

L'extrême droite est tout autant du côté des riches que les macronistes. Mais elle charrie encore plus de violence sociale et politique et encore plus de racisme comme l'ont montré les marches d'hommage au jeune néo-nazi mort à Lyon. Ce sont les pires ennemis des travailleurs et des travailleuses. Leur progression électorale, c'est 40 ans de politiques anti sociales et racistes de droite comme de gauche, mais aussi des logiques d'unions électorales sans principes pour des places.

Le fait que les listes de la France insoumise aient progressé, dans un contexte de diabolisation indigne, y compris de la part des Verts ou du PS, montre qu'une partie de notre camp social ne veut pas se laisser enfermer dans une alternance Macron-Le Pen.

Mélenchon appelle à un « front antifasciste », une tentative de ressusciter le « nouveau front populaire ». Comment des alliances avec le PS, parti qui a dégoûté les électeurs de gauche et fait monter le RN, pourraient... lui barrer la route ? Aucune solution ne viendra des urnes.

Les travailleurs et les travailleuses produisent tout, ils doivent décider de tout !

Il n'y a pas de fatalité. Seules nos luttes et notre intervention militante peuvent bouleverser le scénario d'une victoire du RN en 2027. Plus de cent mille travailleurs, travailleuses et jeunes ont exprimé cette perspective en votant pour l'extrême gauche révolutionnaire, notamment pour Lutte ouvrière, le NPA-R, le Parti des travailleurs ou Révolution permanente, dont les scores, certes modestes, connaissent une progression par rapport à 2020.

La force des travailleurs vient de leur rôle dans la société, de leur capacité à tout produire comme à tout bloquer. C'est dans la lutte de classe, par la grève, que le rapport de force avec le patronat peut changer. C'est aussi comme cela que nous pourrions nous opposer à la marche à la guerre dans laquelle Macron et tous ses prétendus opposants, du PS au RN, voudraient nous entraîner. Mais pour cela il faut se doter d'un plan pour nos luttes. Les batailles qui nous attendent ne se joueront pas dimanche prochain au second tour, mais dans la rue et dans les entreprises !



Chantiers de démolition

A peine la demi-cadence mise en place, des « chantiers » sont déjà en cours pour encore une fois supprimer des postes dans tous les secteurs du montage. Ceux qui sont responsables de ces suppressions de postes n'ont qu'une seule idée en tête : nous faire travailler toujours plus et à moins nombreux. A nous de leur montrer qu'on n'est pas prêts à accepter ça.

Baratin sur la sécurité

Sur la ligne LSR un fenwick est entouré de rubalises. On pense à une scène de crime... mais non, c'est juste une représentation des distances de sécurité à respecter autour des fenwicks. Pourtant, si crime il y a, il est dans les suppressions de postes des caristes et cambistes, qui nous obligent à conduire de plus en plus vite, dans le stress, au mépris de la sécurité. Là est le crime.

Souriez, vous êtes filmés !

La semaine dernière, une équipe de tournage était au montage : caméras, interviews... Ce sera sûrement encore un film de propagande à la gloire de Stellantis, alors qu'on pourrait faire un très bon film d'horreur sur notre exploitation et nos conditions de travail !

0+0+0+1% = colère générale

0 euro de prime intéressement, 0 de participation, 0 de prime Gilet Jaune et 1 % d'augmentation générale des salaires (17€ net minimum) : l'argent tiré de notre travail file dans les coffres des actionnaires au lieu d'aller dans nos poches. Ceux qui refusent de se laisser faire, à commencer par les collègues qui ont débrayé le 26 février à Hordain et à Mulhouse, ont raison.

Ce n'est pas la gêne qui l'étouffe

Dans le sillage des « négociations » sur les salaires (NAO) et les annonces des résultats, la direction de Stellantis annonçait en catimini qu'elle avait l'intention de suspendre le prélèvement de la complémentaire santé sur

nos fiches de paie pendant une période d'un an. Pour donner du pouvoir d'achat aux salariés en l'absence d'intéressement participation et PPV, dit-elle. Philanthropie ? Bien évidemment que non : elle ne les sortira pas de sa poche, mais des nôtres, puisqu'elle utilisera les fonds de notre mutuelle largement bénéficiaire pour compenser les cotisations suspendues. Nous ne sommes pas dupes de ce tour de passe-passe !

Il y a des choses immuables

Même si on veut nous faire croire que la méthode Filosa est aux antipodes de la méthode Tavares, une chose est sûre, c'est qu'ils se retrouvent sur les montants de leurs rémunérations. D'après l'agence Reuters, Filosa aurait reçu 5,4 millions d'euros pour l'année 2025. Moins que Tavares en son temps ? Même toujours moins que lui pour cette année, puisqu'on apprend également que malgré son départ, Tavares a encore perçu près de 12 millions d'euros en 2025. Pas d'inquiétude, Filosa ne fait que débiter, rappelons qu'il n'a pris ses fonctions que fin juin. Il pourra d'ailleurs toucher dans le futur jusqu'à 20 millions par an, en incluant les primes et divers bonus. Période de crise qu'ils nous disent...

Un responsable CGT relaxé de l'accusation d'apologie du terrorisme

Le 3 mars, la cour d'appel de Douai a relaxé Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'union départementale CGT du Nord, qui avait été accusé d'apologie de terrorisme et de provocation à la haine antisémite. On lui reprochait un communiqué syndical du 10 octobre 2023 où il affirmait sa solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Il avait été condamné en première instance à un an de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Lille. La cour d'appel a remis les pendules à l'heure. Plus que jamais il faut affirmer que le soutien au peuple palestinien n'est ni un délit, ni un crime !